



« L'Allemagne, l'Europe et la crise »

préparé sous la direction de Hans Brodersen et Hans Stark,
en collaboration avec le CIRAC,
Centre d'information et de recherche
sur l'Allemagne contemporaine, et le Cerfa,
Comité d'études des relations franco-allemandes de l'Ifri

L'Union européenne traverse depuis bientôt deux ans la crise la plus sévère de son existence et rien n'indique encore à ce stade si elle parviendra vraiment à la surmonter. En même temps, et on le sait depuis longtemps, la construction européenne n'avance qu'à travers les crises auxquelles elle est confrontée, car s'il n'y avait pas de crise, ou plutôt de contrainte extérieure, jamais les responsables politiques n'accepteraient sans doute les transferts de souveraineté, ressentis comme des sacrifices, qui sont nécessaires pour poursuivre sur la voie d'une intégration européenne sans cesse plus profonde. La crise actuelle n'échappe pas à cette règle, loin de là. Elle a au contraire atteint un stade si préoccupant que, pour la première fois depuis le lancement de l'euro, les dirigeants européens évoquent la nécessité doter l'UE d'une gouvernance économique et même politique, notion encore très floue, certes, mais en même temps beaucoup plus avancée qu'il y a encore quelques mois. Or cette gouvernance a des contreparties que les dirigeants n'acceptent que contraints et forcés. Elle implique à l'évidence une solidarité accrue entre Européens, pour ne pas dire l'institutionnalisation d'une logique de transferts, sinon même de péréquation financière. Les pays du Nord, et notamment l'Allemagne, y sont très hostiles, mais devront s'y résoudre. Toutefois, la gouvernance implique non seulement des transferts financiers, mais aussi des transferts de souveraineté, ce qui ne signifie rien d'autre qu'une dose accrue de

fédéralisme, sinon même de fédéralisation de l'Europe sera nécessaire. L'Allemagne, pays fédéral par excellence, pourrait accepter pareille transformation sans trop de difficulté, ce qui n'est pas le cas pour la plupart des autres États membres.

L'Europe est donc en train de changer, sous la pression de la crise, et l'Allemagne, comme toujours, se trouve au cœur des problèmes européens et par conséquent des changements qui s'annoncent. Cette position privilégiée de l'Allemagne s'explique aisément. Il s'agit de la puissance dominante, du point de vue économique, en Europe. Ses choix économiques servant souvent de modèle, la campagne électorale française en témoigne abondamment, l'Allemagne a tendance à orienter le débat et à imprégner (certains disent « à imposer ») les réformes économiques que l'UE et ses États membres prennent et prendront dans les semaines et les mois à venir. L'Allemagne, l'Europe et la crise, voici trois termes de plus en plus étroitement liés. Reste à savoir quelle Europe veut l'Allemagne et si le modèle européen auquel sa chancelière et le gouvernement fédéral semblent songer est compatible avec les objectifs et les ambitions de ses partenaires, et notamment ceux d'une France perturbée par la hantise de son déclin et absorbée par un débat électoral long et controversé. Dans le présent dossier, Yann-Sven Rittelmeyer et Hans Stark reviennent sur la façon avec laquelle les responsables allemands « pensent » et conçoivent l'Europe. Ils rappellent

d'abord le cadre difficile dans lequel se déroule le débat européen outre-Rhin, marqué par une presse populaire très remontée contre les pays « laxistes » de la zone euro, des contraintes fixées par la Cour constitutionnelle en 2009 et des divergences notables, au sein du gouvernement, entre la chancelière et ses deux partenaires de la coalition qui sont tous les deux en perte de vitesse, la CSU et surtout le FDP. Cela explique sans doute en Allemagne de concilier les responsabilités politiques internes et les visions de l'Europe, les premières étant axées sur enjeu immédiats et les échéances électorales à venir, les secondes sur le devenir de la construction européenne. D'où cette approche de « petits pas », ce pragmatisme et la lenteur dont fait preuve la chancelière, alors que certains de ses propres ministres semblent vouloir aller beaucoup plus loin sur la voie de la fédéralisation européenne. Les auteurs soulignent que la chancelière n'est pas hostile à cette vision, mais qu'elle a plusieurs paramètres à respecter qui peuvent se révéler incompatibles. Toutefois, ils rappellent aussi que le gouvernement fédéral n'obtient un soutien pour sa politique d'austérité et de discipline budgétaires que s'il fait preuve de souplesse sur le plan des modalités de sauvetage à la fois de l'euro et des pays en difficulté.

Force est donc de constater que la politique européenne de l'Allemagne manque de lisibilité et de continuité, qu'elle tergiverse entre supranationalisme fédéral et repli sur soi. Cette inconsistance apparente est vivement dénoncée par les « anciens », et tout particulièrement les grands acteurs européens de jadis. Dominique Herbet analyse les prises de position récentes de ces derniers qu'il s'agisse de Helmut Schmidt, de Helmut Kohl, de Jacques Delors ou de Joschka Fischer. Selon ces derniers, l'Europe manquera de dirigeants. Les responsables actuels, et notamment la chancelière fédérale, feraient preuve d'inaction comme le souligne l'ancien chancelier Schmidt. À force de tergiverser, ils risqueraient de « démolir » l'Europe et par conséquent l'œuvre laissée par les « anciens ». Pour Dominique Herbet, l'Allemagne, dont la gestion de la crise grecque suscite des critiques de plus en plus vives, la chancelière Merkel serait trop sou-

vent en déphasage avec les besoins et les attentes des partenaires. L'auteur souligne notamment les incohérences de la « méthode Merkel » qui n'aurait pas su assumer l'indispensable *leadership* allemand de façon suffisamment pro-active, pour réagir la plupart du temps avec un temps de retard et surtout une brutalité certaine. L'auteur conclut en rappelant que les « anciens » estiment tous que l'Allemagne et la France doivent agir ensemble, dans le respect des valeurs européennes de coopération et de solidarité.

Or cette union, maintes fois célébrée ces derniers mois (« Merkozy ») est en réalité très difficile à obtenir, compte tenu des intérêts différents et divergents des deux pays. Certes le « couple » fonctionne, comme le soulignent Anne-Lise Barrière et Benoît Roussel. Des négociations bilatérales intenses engendrent des positions qui, en raison des différences initiales entre les deux pays, sont généralement acceptables pour tous. Toutefois, derrière la façade d'une bonne entente se cachent de nombreux problèmes. Qu'il s'agisse de la peur française du déclassement face à la puissance économique allemande, de l'adulation ou bien au contraire du rejet viscéral du « modèle » allemand, la République fédérale exerce une contrainte sur la France, en quête d'un nouveau départ. Les auteurs analysent en particulier les difficultés que la politique d'austérité allemande représente pour un parti socialiste qui s'apprête à prendre le pouvoir et qui cherche par conséquent une relation « équilibrée » avec l'Allemagne, qui lui laisserait une marge de manœuvre suffisante sur le plan interne. Par conséquent, l'Allemagne est non seulement au cœur du débat européen, mais aussi – et le soutien électoral d'A. Merkel à N. Sarkozy le symbolise à merveille – au cœur de la campagne électorale française. Il sera intéressant de voir si le contraire se produira en 2013 au moment des élections législatives allemandes...

Hans Stark l'a mentionné plus haut, l'année 2011 est entrée dans l'Histoire comme celle d'un possible basculement. Tout au long de cette année-là, les destins de l'Union européenne et de l'Union monétaire sont restés comme en suspens. De sommet exceptionnel en réunion d'urgence, les chefs d'État

et de gouvernement se sont efforcés de colmater les brèches taillées dans les digues (de la construction européenne) par une Finance internationale déchaînée après la crise mondiale de 2008-2009. Certes, il fallait d'abord parer à l'urgence en aidant, par des garanties de crédit, les pays de la zone euro les plus éprouvés pour ensuite, échafauder un nouveau système de protection plus durable pour la monnaie unique. Un système capable de résister aux assauts de la Finance internationale. Deux conceptions fondamentalement opposées ont été au centre des débats intenses tout au long de l'année 2011 : celle d'une zone euro, et protégée par la création monétaire avec une Banque centrale européenne (BCE), prêteur en dernier ressort, et par la solidarité financière entre les pays membres (conception « méditerranéenne » de l'euro) ; celle d'une « union de stabilité » sécurisée par la rigueur budgétaire et la recherche permanente de la compétitivité de l'économie (conception « nordique » de l'euro).

Ce débat a été fortement influencé par l'Allemagne, par son apparente solidité économique et sa « sortie de crise » rapide que d'aucuns ont présenté comme des modèles. Ce pays a donc pu peser de tout son poids économique et idéologique pour faire pencher, pour l'instant, la balance en faveur de son point de vue principal : le dénouement de la crise de l'endettement en Europe par la rigueur et la compétitivité. Mais l'Allemagne peut-elle servir de modèle ? Et si oui, ce modèle est-il transférable aux autres pays de la zone euro ? Il était opportun que Rémi Lallement s'interroge sur la réalité de la solidité économique allemande. Il constate que le « modèle allemand » risque de ne pas durer. Les réformes prochainement appliquées au système de la monnaie unique et ses effets dépressifs déjà sensibles sur la demande européenne feront que les débouchés pour les entreprises allemandes dans la zone euro se tariront progressivement. La zone euro absorbe à l'heure actuelle 40 % des exportations allemandes, l'Union européenne près de 60 %. La probable stagnation des exportations allemandes en Europe même sera-t-elle compensée par une demande dynamique des pays émergents ? Ou ces pays parviendront-ils progressive-

ment à concurrencer un mix d'offre allemand qui trouve encore largement preneur à l'heure actuelle ? Rémi Lallement pense que la possible stagnation du PIB allemand en 2012 et les médiocres perspectives des prochaines années pourraient constituer pour l'Allemagne le point de départ pour la « nécessité de réorienter son régime de croissance ». Selon cette hypothèse, une plus grande place devrait être accordée à la hausse des salaires et à la consommation ce qui contribuerait à rééquilibrer les comptes extérieurs de l'Allemagne comme ceux de ses partenaires au sein de la zone euro. Du coup, les partenaires y trouveraient les moyens de regagner le chemin de la croissance.

Mais l'Allemagne est-elle prête pour un tel virage ? Ne sera-t-elle pas tentée, pour contrecarrer ses faibles perspectives de croissance, de réduire encore ses dépenses publiques et de peser sur la politique salariale, bref, d'utiliser une nouvelle fois les recettes d'une politique économique non coopérative qui lui a si bien réussi jusqu'ici ? L'article de Hans Brodersen prend sens dans la mesure où il montre, par des retours historiques, que le concept de « politique de stabilité » est tellement ancré dans la pensée allemande qu'il est difficile d'envisager le virage vers une politique économique de type « méditerranéenne ». Wolfgang Schäuble, n'a-t-il pas promis de longues années de vaches maigres pour la zone euro ? L'auteur montre que l'Allemagne est prête à assumer une telle stagnation européenne si elle débouche sur une zone monétaire « moins sous-optimale » qu'avant. Une zone dont chaque membre érige rigueur et compétitivité en objectifs premiers. D'où l'opposition allemande à toute politique de facilité (monétaire) qui enlèverait la pression des marchés financiers sur les États qui ne respectent pas les contraintes d'une Union monétaire et qui comptent *in fine* sur des transferts financiers des pays solvables vers des insolubles.

Henrik Uterwedde présente de son côté une Allemagne qui certes pèse de tout son poids sur l'avenir de la zone euro mais qui s'est montrée finalement, malgré bien des réticences, prête à envisager une Union monétaire moins « apolitique » et plus solidaire. L'Allemagne « se trouve contrainte de

revoir son paradigme », écrit-il en conclusion. L'auteur en veut pour preuve les concessions que le pays a consenties à ses partenaires pour augmenter les plans d'aide et les Fonds européens de stabilité financière. L'Allemagne ne souhaiterait pas dicter sa loi, Henrik Uterwedde plaide pour une Union repensée dans son ensemble sans les habituels aprioris nationaux : « L'Union économique et monétaire aura besoin de réformes intelligentes et courageuses, qui n'ont pas de nationalité ». Qui ne voudrait pas souscrire à une telle perspective ? Mais comme souvent, le diable est dans le détail (des conditions de transferts financiers futurs) ! Pour l'instant, les gouvernements n'ont consenti qu'à des garanties de crédit. Comment réagiront ces mêmes gouvernements lorsqu'il s'agira d'inscrire les paiements issus des cautions dans leurs budgets nationaux ?

La crise de 2008-2009 a été déclenchée par l'exubérance des inventions financières et l'absence d'une gouvernance efficace exercée par les États sur les marchés financiers. Un seul but animait (et anime toujours) ces marchés : la rentabilité maximale de l'épargne mise entre les mains de « traders hors normes ». De crédits « *subprimes* » en « systèmes de Ponzi », ou simplement par la spéculation habituelle, ces « employés matheux » ont tout inventé pour dégager des profits financiers considérables. Avec l'objectif, bien compris, d'accroître leurs propres rémunérations sous forme de primes extravagantes et de montagnes de stock-options hallucinantes. Sera-t-il possible de revenir à des modes de fonctionnement plus raisonnables du petit monde des financiers ? Pour le savoir, il convient de lire l'entretien qu'« Allemagne d'aujourd'hui » a mené avec Gérard Valin. C'est passionnant !

– Hans BRODERSEN et Hans STARK –

CIRAC

Fondé le 1^{er} mars 1982 à Paris, à l'initiative commune du Président de la République française et du Chancelier fédéral, le Centre d'Information et de recherche sur l'Allemagne contemporaine (CIRAC) est un centre d'expertise sur l'Allemagne et sur les relations franco-allemandes qui accorde une attention privilégiée aux questions économiques et sociales. Dans ce champ, le CIRAC assure une activité de publication régulière, notamment à travers sa revue *Regards sur l'économie allemande* et développe des formes variées de réflexion et d'échange sur des thèmes d'intérêt commun qui s'adressent aussi bien à la communauté universitaire et scientifique qu'aux acteurs et décideurs de la vie publique et aux médias. Organisme indépendant, de statut associatif, le CIRAC contribue par ses travaux et son action à approfondir le dialogue et la coopération entre la France et l'Allemagne dans la perspective de l'intégration européenne.

L'**Ifri** est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'**Ifri** est une association reconnue d'intérêt public (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux. Ancré au sein de l'**Ifri**, le **Cerfa** est aujourd'hui l'un des principaux lieux de recherche et de débat en France sur les relations franco-allemandes. Il a été créé en 1954 et bénéficie d'un financement paritaire assuré par le Ministère des Affaires étrangères et l'*Auswärtiges Amt*.